

N° 805 — 4 F  
DU 30 NOV. AU 6 DEC. 1978

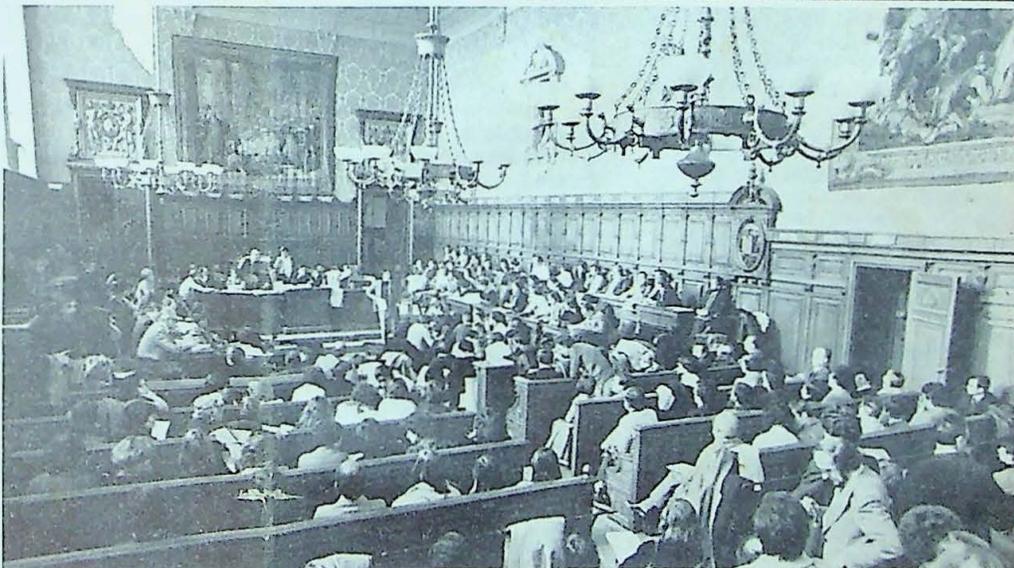
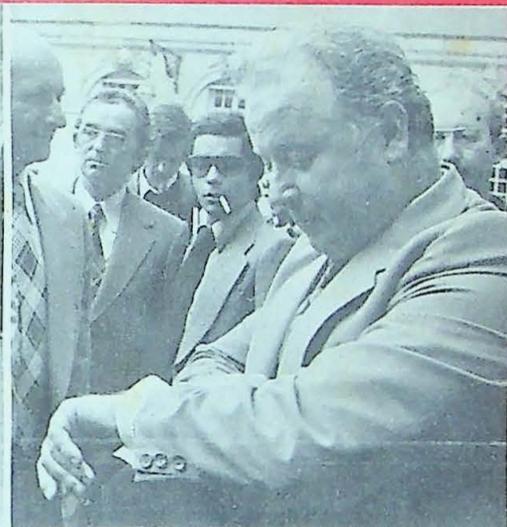
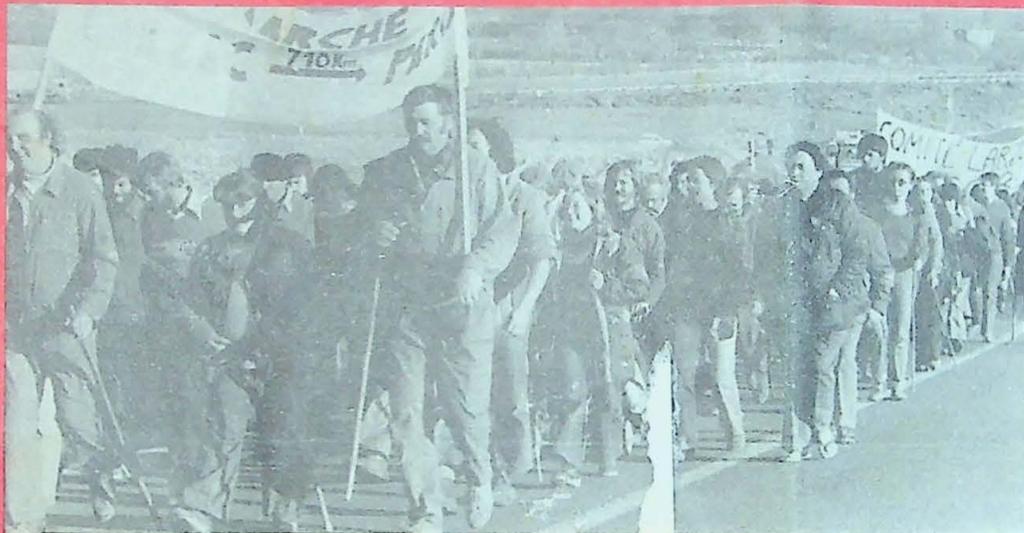
NOUVELLE ÉDITION

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ

**PSU**

# tribune socialiste

CROISSANCE :  
UN NOUVEAU DÉBAT



**Marche du Larzac :**  
samedi à Paris

**Zinoviev :** un homme seul

**CGT :**  
l'heure de l'ouverture ?

**Syndicat  
de la Magistrature :**  
les faux pas du Congrès

**PARTI SOCIALISTE :  
UN ROUND  
D'OBSERVATION**

« Je ne suis pas entré sur un ring, je ne suis pas un boxeur », a déclaré François Mitterrand à la presse, à l'issue de la convention nationale du P.S. Il a raison sur un point : le deuxième. Les débats actuels entre dirigeants socialistes évoquent plutôt le catch à quatre — qui, comme chacun sait, se joue à cinq, l'arbitre participant activement au combat. Avec un problème : le match a commencé sans que les équipes soient constituées, sans même qu'on sache si elles le seront un jour. Et une seule certitude : par rapport à la période 71-76, l'arbitre a changé — mais on ne sait pas qui il va favoriser, ce qui est bien gênant.

La question qu'elle devait régler l'ayant été au préalable, entre dirigeants, en toute démocratie, la convention s'est réduite à une succession de discours de propagande (interne), chacun cherchant à « découvrir » les autres sans se découvrir lui-même. François Mitterrand a « fait » dans la sérénité, laissant à ses partisans le soin d'attaquer Rocard avec violence. Le CERES s'est répété. Pierre Mauroy s'est attaché à se présenter encore davantage comme l'arbitre de la situation, le grand prêtre de l'unité, tantant les uns et avertissant les autres — sans se compromettre...

Michel Rocard, délaissant le terrain économique, où ses interventions passées l'ont exposé à des attaques faciles, a développé un autre pan de son orientation, en évoquant la question du renouvellement du mode d'action et de fonctionnement du P.S. Tout en se situant sur la défensive par rapport à ses initiatives récentes, trop bruyamment orchestrées, il a pu avancer sur un autre terrain, celui de la transformation du P.S. en un parti inséré dans le tissu social et fonctionnant suivant les principes qu'il défend, ceux de la démocratie et de l'auto-gestion. Il a pu ainsi éviter que son isolement actuel mette un terme à son offensive... Par rapport au spectacle dérisoire donné par la convention, ses remarques ne manquent pas de poids.

Au terme de la convention, nul ne sait combien de notions d'orientation seront déposées, et à partir de quelles alliances... le match continue, sans avoir officiellement commencé : on tape, puis on s'observe, on s'observe, puis on tape, on change parfois de cible. Il ne doit pas être très confortable, ces temps-ci, d'être un militant socialiste ! T.T. ■



**LES « MARCHEURS »  
DU LARZAC  
SAMEDI A PARIS**

Les « marcheurs » du Larzac, en route depuis le 8 novembre, arrivent à Paris ce samedi 2 décembre. Rassemblement parisien à la Porte d'Orléans à 13 h. On sait que le préfet de police a interdit la manifestation à l'intérieur de Paris. Le PSU joint ses efforts à ceux de l'ensemble des organisations qui soutiennent la marche pour faire lever cette interdiction : le pouvoir vise à éviter à tout prix la démonstration de soutien massif et pacifique à la cause du Larzac. A partir de la Porte d'Orléans, un nouveau parcours sera peut-être négocié.

En ces circonstances, les paysans du Larzac déclarent :

« Depuis le 8 novembre, nous marchons à pied vers Paris, où nous arriverons le 2 décembre. Nous voulons :

- obtenir du Président de la République, chef suprême des armées, l'abandon du projet d'extension du camp militaire du Larzac ;
- lui rappeler que la décision

d'étendre le camp a été prise, il y a huit ans contre les règles élémentaires de la démocratie, et dans le plus grand mépris des populations concernées, des élus, des organisations professionnelles, des chambres consulaires et de toute une région.

- lui rappeler que jamais l'utilité du camp n'a été prouvée, mais que, bien au contraire, de nombreux militaires le contestent.

Nous appelons tous ceux et toutes celles qui soutiennent notre combat à nous rejoindre à Paris, le 2 décembre. Conduisant nous même notre lutte depuis huit ans dans le respect le plus absolu des personnes et des biens, nous faisons appel à la responsabilité de chacun pour que cette manifestation se déroule dans le même esprit.

Tout au long de notre marche, de village en village, de ville en ville, on nous a entouré de sympathie, on nous a témoigné une active solidarité. Nous comptons maintenant sur Paris...

Après la manifestation, fête de soutien à Vincennes (navette du château à la fac), avec des musiciens, chanteurs, comédiens qu'on voit générale-

ment aussi à la fête du P.S.U.

Comme dans de très nombreuses villes de France, le comité Larzac de Paris a organisé du 17 au 29 novembre un jeûne de 12 jours par relais, en soutien à la lutte de huit années des paysans et actuellement à leur marche à pieds de 710 km. Plus de 85 jeûneurs se sont inscrits. Les inscriptions sont toujours en cours dans différents lieux. Tous renseignements peuvent être pris, 3, rue de la Bûcherie, Paris V°, tél. 325.91.37.

Une centaine d'étudiants de l'Agro ont jeûné dans leur école, 16, rue Claude-Bernard, Paris V°, les 27 et 28 novembre.

Les paysans du Larzac souhaitent que des renvois de papiers militaires s'effectuent massivement pour obtenir de Giscard d'Estaing l'abandon du projet d'extension. Ce renvoi est conditionnel : les livrets ou fascicules de mobilisation seraient repris par leurs titulaires si le gouvernement renonçait à son projet.

La campagne de refus de 3 % de l'impôt sur le revenu pour le Larzac continue. De même l'achat des parts G.F.A. (Groupe-ment foncier agricole). ■

**Les éditions Syros présentent**

**Madeleine Pelletier**

**L'ÉDUCATION  
FÉMINISTE  
DES FILLES**

collection  
mémoire des femmes  
176 pages - 24 F  
Format 120 x 190

**Christophe Wargny**

**MAIRIES  
FRAPPÉES  
D'AUTOGESTION**

collection  
France des points chauds  
184 pages - 24 F  
Format 135 x 215

**G. Millière / G. Servat**

**MISE A MORT  
DES CULTURES  
" POPULAIRES " ?**

collection  
combat culturel  
124 pages - 24 F  
Format 120 x 190

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code : ..... Ville : .....

Port en sus : 3 F par livre commandé.  
Chèques à l'ordre de SYROS, 9, rue Borromée, 75015  
C.C.P. 19706 28 Paris.

● **Jeudi 30 novembre (Paris 9<sup>e</sup>)** : le comité Larzac du 9<sup>e</sup> organise « 4 heures pour le Larzac ». Sont prévus des panneaux d'information, un film, des débats, des chansons. A partir de 18 h à la salle des Agriculteurs, 8, rue d'Athènes, Paris 9<sup>e</sup>.

● **Jeudi 30 novembre (Paris 10<sup>e</sup>)** : la Confédération nationale du logement (C.N.L.) organise une réunion d'information ouverte à tous les locataires du secteur à loyer libre et à leurs associations. A 18 h 30, à la salle Lancry, 10, rue Lancry, Paris 10<sup>e</sup>. Métro : Jacques Bonsergent.

● **A partir du 2 décembre (Paris 15<sup>e</sup>)** : la librairie Syros, 9, rue Borromée, Paris 15<sup>e</sup> (métro Volontaires) vous informe de l'arrivée d'un grand choix de livres d'enfants (2 à 7 ans), de B.D., de livres nouveaux pour les fêtes de fin d'année. Une remise de 20 % vous sera consentie pour tout achat au-dessus de 150 F. Et pour 150 balles on en a des trucs chez Syros !

● **Samedi 2 décembre (Paris 14<sup>e</sup>)** : tous, bien sûr, à la porte d'Orléans, à partir de 14 h avec les paysans du Larzac.

● **Samedi 2 et dimanche 3 décembre (Paris 15<sup>e</sup>)** : week-end national du secteur Femmes du P.S.U. Les travaux débuteront à 14 h 30 le samedi et à 8 h 45 précises le dimanche. Les repas du samedi soir et dimanche midi seront assurés. Pour tout renseignement complémentaire : 566-45-37, demandez Simone.

● **Lundi 4 décembre (Lyon)** : le Front autogestionnaire organise un gala avec Beau-soleil-Broussard à 20 h 30, à la Bourse du Travail de Lyon. Prix d'entrée : 25 F.

● **Lundi 4 décembre (Paris 15<sup>e</sup>)** : réunion

ouverte de la commission internationale du P.S.U. sur le thème « Contradictions inter-impérialistes et domination en Amérique latine ». A 20 h, au 9, rue Borromée. Métro : Volontaires.

● **Lundi 4 décembre (Paris 15<sup>e</sup>)** : réunion ouverte sur l'informatique, de 19 h à 22 h, 9, rue Borromée (Métro Volontaires) avec une pause buffet. Cette réunion fait suite à la première où il a été discuté de l'informatique et de ses effets sur le travail et dans la société. Un travail en commissions est donc proposé : « informatique et emploi », « informatique et vie quotidienne », « informatique, pouvoir, impérialisme ».

● **Mardi 5 décembre (Paris 6<sup>e</sup>)** : Centre populaire de formation socialiste (C.P.F.S.), cycle théorique : « Marxisme et autogestion » par V. Leduc, de 19 h à 21 h au C.R.E.F.A., 78 A, rue de Sevres, Paris 6<sup>e</sup>, salle Défense.

● **Mercredi 6 décembre (Angers)** : la justice angevine frappe très sévèrement les réfractaires à l'armée. C'est elle qui, ces derniers mois, a rendu les verdicts les plus lourds de toute la France (peines de prison ferme). Le comité de soutien aux objecteurs qui s'est constitué en mai 78 nous informe que quatre procès auront lieu à Angers le 30 novembre, les 7 et 14 décembre et le 9 janvier. Une campagne d'information se met en place et dans ce cadre, du 6 au 12 décembre, tous les soirs au cinéma « Le Club », un film sur le Larzac, **Les Bâisseurs**, sera projeté. Le 6, cette projection sera suivie d'un débat avec le réalisateur, Ph. Maudiquet.

● **Vendredi 8 décembre (Paris 6<sup>e</sup>)** : C.P.F.S.; cycle historique : « Le courant communiste (1920-1956) par F. Turquan, au C.R.E.F.A., 78 A, rue de Sevres, Paris 6<sup>e</sup>, à la salle Défense. Attention, attention ! Le mardi

**12 décembre**, à 19 h, même endroit, séance supplémentaire du cycle théorique « Marxisme et politique : les organisations », par S. Depaquit.

● **Samedi 9 décembre (Rennes)** : la Bretagne aura-t-elle sa place dans l'Europe qu'on nous prépare ? Les ouvriers, les paysans, les employés auront-ils leur mot à dire au futur Parlement européen ? Le Centre rennais d'information et de formation pour l'autogestion socialiste (C.R.I.F.A.S.) vous invite à venir en discuter. Au programme, 14 h : débat avec le Centre de recherches européennes de l'université de Rennes sur le rôle des institutions européennes. 15 h : débat avec Claude Bourdet sur l'enjeu des élections au Parlement européen. Dîner avec galettes, cidres, etc... 20 h 30 : re-débat avec Claude Bourdet, des syndicalistes ouvriers, des paysans travailleurs, des militants bretons. A la maison du Champ-de-Mars. Une garderie pour les enfants est prévue l'après-midi.

● **Samedi 9 et dimanche 10 décembre (Rennes)** : le Centre de rencontres et d'échanges pour le développement organise un week-end sur le thème « Droits de l'homme et développement, le cas des Philippines ». Ce week-end débutera le samedi à 14 h 30. Pour tout renseignement et inscription : C.R.E.D., Centre Bernadette Soubirous, route de Châtillon/Seiche, 35230 Rennes-St-Herblon. Tél. (99) 51-52-02.

● **Mardi 12 décembre (Paris 6<sup>e</sup>)** : séance supplémentaire du cycle théorique du C.P.F.S. (voir ci-dessus au 8/12).

● **Noël 78** : les Compagnons Bâisseurs organisent plusieurs chantiers pendant les vacances de Noël. Si vous êtes intéressés, adressez-vous au secrétariat des Compagnons Bâisseurs, 5, rue des Immeubles Industriels, 75011 Paris. Tél. 373-70-63. ■

## humeur

### œuf pour œuf, dent pour dent

**L**E 9 mars dernier, Raymond Barre, dit Raymond-la-Science, a vérifié à ses dépens une vieille règle politico-économique qu'il applique à merveille : on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. Disons, pour simplifier, que venu au Puy soutenir un candidat aux législatives, il a fait connaissance avec la production avicole de la région. Cette production n'étant pas parfaite — les temps sont durs —, et les œufs n'étant pas bien triés, quelques pierres étaient mêlées à cette volée ovoïde. Des œufs un peu durs, donc, s'abattirent sur la voiture noire.

Depuis Prévert (1) on sait que le bruit de l'œuf dur résonne tristement dans la mémoire de l'homme. Ce qui incita les poulets, doublement outragés, à faire diligence. Et le lendemain on arrêta sept personnes soupçonnées d'avoir mis la main à l'omelette surprise. On expulsa même illico deux présumés coupables ayant de surcroît le tort immense d'avoir le « type nord-africain », avant de s'apercevoir qu'ils étaient de nationalité française.

Le temps passa sur les mémoires, on oublia l'événement jusqu'à la semaine dernière tandis que l'affaire était portée devant l'une des basses-cours de Lyon. Après avoir couvé deux des suspects en prison pendant quatre mois, le tribunal correctionnel a vengé l'honneur perdu du Premier Coq de France : prison ferme, prison avec sursis et amendes, tel est l'essentiel du jugement pondu par des magistrats qui ne sacrifient pas aux rites désuets de la séparation des pouvoirs.

Tous ces gens ont été condamnés pour violence préméditée

avec armes. Autrement dit, par la vertu de Raymond Barre, l'œuf est devenu arme par destination. Sans doute en application du principe selon lequel qui lance un œuf, lance un boeuf. C'est un avertissement pour tous ceux qui viendront samedi marcher dans Paris pour le Larzac : non seulement œuf qui roule n'amasse pas mousse mais son usage immodéré attire irrésistiblement les poulets.

Mais, dans sa magnanimité, Raymond-la-Science a demandé que les poules d'où sont sortis les œufs ne soient pas poursuivies par la justice.

Moralité : quand on a un crâne d'œuf on se méfie des chômeurs qui, eux, savent vraiment combien est triste le bruit de l'œuf dur sur un comptoir d'étain quand il remue dans la mémoire de l'homme qui a faim...

Moralité de cette moralité : Raymond Barre est bien le salaud que l'on supposait.

C.-M. VADROT ■

P.S. : Je me suis réuni dimanche et, à l'unanimité, j'ai attribué le Grand Prix de l'hypocrisie à tous ceux, socialistes compris, qui ont fait parvenir un message de prompt rétablissement à Jacques Chirac. Lequel a une bonne fois pour toutes jeté bas le masque écologique dont il se pare à Paris en abimant un arbre de Corrèze avec sa voiture.

(1) Paroles.

**LE DIALOGUE FRANÇAIS-IMMIGRÉS  
A LA TELEVISION**

Perfide hypocrisie ou provocation effrontée, on hésite... La très officielle semaine Français-Immigrés est donc terminée. On en appelle à la compréhension de l'autre, de celui qui est différent. Louables intentions ! Mais les petits flashs télévisés feront-ils le poids face à une campagne permanente menée par le même pouvoir dont tous les actes en ce domaine visent insidieusement à incruster le racisme dans les esprits ? En cette période de crise de l'emploi, des actes et des mots qui insinuent que des immigrés, « il y en a de trop — le chômage c'est leur faute », font de terribles dégâts, y compris dans les consciences ouvrières. On ne saurait les sous-estimer. Ainsi à l'émission **les Dossiers de l'écran**, consacrés à ce sujet, les consciences des spectateurs à la suite du film tunisien **Les ambassadeurs** étaient à 60 % marquées du sceau infamant du racisme. On aurait tort de ne pas s'en inquiéter.

La tartufferie atteint son comble quand on ne dit pas de toutes façons que ces travailleurs sont indispensables à notre économie. Contre ce capitalisme sauvage qui porte en lui le racisme, comme les nuages la tempête, un point a été marqué, cependant : le Conseil d'Etat a annulé le décret Stoléru. Charme discret de la démocratie bourgeoise ! Gageons que cela n'arrêtera pas l'élan de ceux qui sont chargés de mettre en application la politique de Barre : on apprend que pas une seule carte de séjour ne sera renouvelée l'année prochaine.

Pourtant ce serait là une vision trop unilatérale, car finalement de cette question explosive des immigrés il a été fortement question ces derniers temps ; et ce n'est pas un mal. Même Pierre Perret raconte dans l'une de ses chansons la prise de conscience d'une immigrée arrivée en bateau du Mali. Et jusqu'à Enrico Macias de dire comment « les étrangers construisent des maisons qu'ils n'habiteront jamais ».

Mais surtout il y a eu **la Malvie**, un film télévisuel tiré du roman de Tahar Benjelloul qui avait à subir dimanche soir la concurrence du sacro-saint film de la première chaîne. Sur le sort qui est réservé à ces exilés qui vivent parmi nous, les vexations auxquelles ils sont soumis dans leur vie de tous les jours, les images parlaient d'elles-mêmes. Comme étaient directs des propos des immigrés qui vivent en France mais dont « l'esprit voyage quelque part en Algérie ». Aussi peut-on regretter un commentaire quelque peu appuyé. Le décalage entre les questions posées dans un français parfait et les réponses données par des gens à qui la colonisation a refusé le droit à l'enseignement avait quelque chose de gênant, de déplacé. Dans une émission de ce type le piège à éviter est le paternalisme. Il n'est pas sûr que le réalisateur y ait échappé. Cela dit, ne faisons pas la fine bouche, ce genre de film progressiste, au vrai sens du terme, destiné à une grande audience, nous a laissé entrevoir la possibilité d'une autre télévision.

Alain TLEMCEN ■

**LA SAINTE-CATHERINE  
DU P.S.U.**

Le P.S.U. a fêté aussi sa « Sainte Catherine ». En organisant une journée nationale pour le « Droit à l'emploi des femmes ». Au moment où, ce vendredi 24 novembre, les radios bêlaient après les catherinettes, toute phalocratie dehors, les femmes du P.S.U. tenaient une conférence de presse présentant l'action prévue pour le lendemain.

Beaucoup plus qu'une simple journée d'action, cette initiative « éclatée » dans toute la France s'est voulue l'occasion de prises de contacts, de rencontres, de débats entre les militantes du P.S.U. et d'autres groupes femmes.

A Besançon, à Alès, à Draguignan, à Chaumont, à Paris, et ailleurs, des interventions sur les marchés, des expos dans la rue, des sketches, des projections de films ont eu lieu. Pour rompre l'isolement, pour discuter largement bien sûr, mais aussi pour rappeler encore et toujours qu'un travailleur sur trois est une **travailleuse**, qu'un chômeur sur deux est une **chômeuse**, que 20 % des demandeurs d'emplois sont des **demandeuses**...

Il est nécessaire, comme l'a rappelé Huguette Bouchardeau, responsable du secteur Femmes du P.S.U. (c'était le but de cette journée coup d'envoi), de dénoncer partout, en informant les femmes, la politique actuellement menée par le gouvernement. Car si Giscard soi-même reste sans voix lorsqu'un journaliste lui parle de l'emploi des jeunes et des femmes, cela n'empêche pas ses sbires de mener une insidieuse campagne d'endoctrinement pour le retour des femmes à la maison.

Sous couvert d'avantages sociaux (allongement du congé de maternité, travail à temps partiel), au moyen d'habiles discours sur le 3<sup>e</sup> enfant (merci,

Mme Sullerot), jouant sur la culpabilisation des femmes à travers les affirmations concernant le rôle essentiel des mères auprès des enfants (et les pères alors !), le pouvoir essaie à peu de frais de freiner le chômage galopant et de camoufler son incompétence en matière de problèmes sociaux. Faut-il rappeler que cette fameuse mesure du « mercredi libre » (non rémunéré bien sûr) pour garder les enfants, représente 1/5 du salaire et n'est tout bonnement qu'une astuce pour compenser le manque d'équipements sociaux, de crèches, de garderies... Que voilà des nourrices bon marché !

Non, cette « Sainte Catherine »-là n'était pas une journée « bonnes femmes » ordinaire, mais plutôt le départ d'une action dénonçant la duperie du « libre choix » des femmes à qui on veut faire croire, parce qu'elles ont la charge des enfants et du ménage, que celles qui ne trouvent pas de travail ont « choisi » de rester chez elles.

A ce sujet, on lira avec profit l'ouvrage collectif réalisé par des femmes du P.S.U., de Lip, de Philidar, de la Cip, des agricultrices de Bretagne et de nombreuses travailleuses de toute la France : **18 millions de bonnes à tout faire**.

M.F.C. ■

**18 millions de bonnes à tout faire**, Paris, éd. Syros, 1978, 198 pages, 24 F, coll. « Points chauds ».

**CREDIT PHOTO** : p. 1 : A.F.P., Christine Poutout, D.R. ; p. 2 : A.F.P. ; p. 6 : D.R. ; p. 9 : D.R. ; p. 10 : D.R. ; p. 13 : A.F.P., A.P. ; p. 14 : Christine Poutout ; p. 15 : D.R.

**bulletin d'abonnement**

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M.  Mme  Mlle   
 NOM..... Prénom.....  
 Adresse.....  
 Profession.....  
 Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an  6 mois  (1)  
 Ci-joint un versement par chèque bancaire  postal  (1)  
 à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.  
 Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent  
 Rédacteur en chef : José Sanchez  
 Rédacteur en chef adjoint : René Lanarche  
 ● Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, C. Desliat, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan  
 ● Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Mariélie, B. Ravenel  
 ● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot  
 Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulines, Fénu, Filipandre  
 Maquette et collaboration technique : Max Pagis  
 Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux  
 Directeur de la publication : Geneviève Petiot  
 Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »  
 9, rue Borromée, 75015 Paris  
 Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37  
 Administration et publicité : 566-45-37  
 Numéro de la commission paritaire : 37 392  
 Distribué par les N.M.P.P.  
 Composition, photogravure, impression :  
 S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris, Tél. 208-64-05  
 Changement d'adresse :  
 Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

● **Editorial**

Congrès de la C.G.T. : l'ouverture ?  
par **J.-M. Demaldent** ..... p. 5

● **Où va la France ?**

La « croissance duale » :  
vers un nouveau consensus social ?  
par **F. Dalbert** ..... p. 6

● **Points de vue**

Pour que le P.S.U. prenne toute  
sa place dans les luttes politiques  
à venir  
par **J. Berthinier** et **M. Gentes**  
(DPN - Rhône), **G. Hercet**  
et **P. Gollet** (BN - Paris) .... p. 7-8  
Le P.S.U. et la question du pouvoir  
par **Ch. Forestier** ..... p. 8

● **Social**

Droit social : la stratégie  
des dominos  
par **M. Anvers** ..... p. 9  
Chimie C.F.D.T. : prendre des risques  
par **J.-Y. Sparfel** ..... p. 10



● **Justice**

Syndicat de la magistrature :  
les faux-pas du XI<sup>e</sup> congrès  
par **F. Turquan** ..... p. 11

● **Et pourtant elle tourne**

Brésil : un vote contre la dictature  
par **S. Lyllan** ..... p. 12  
L'« exodus » vietnamien  
par **J. Sanchez** ..... p. 13

● **Les armes de la critique**

Zinoviev : un homme seul  
par **B. Blanc** ..... p. 14  
Bernard Haller : salmigondivers  
par **M. Martin** ..... p. 15  
Objectif : 500 000 F ..... p. 16



## Congrès de la CGT : l'ouverture ?

Par Jean-Marie DEMALDENT



Le discours de Georges Séguy, ouvrant le 40<sup>e</sup> congrès de la C.G.T., confirme la volonté de transformation de la première centrale syndicale de France qui s'était déjà manifestée au cours de la préparation du congrès.

Georges Séguy a justifié l'action de sa confédération au moment de la rupture de l'Union de la gauche. Il a néanmoins reconnu qu'elle était l'objet d'une discussion qu'il n'a pas voulu enterrer.

C'est ainsi qu'un certain nombre d'orateurs sont intervenus pour la critiquer, explicitant ainsi parfois le rejet par leur syndicat du rapport d'activité. Sans accepter l'idée d'un débat permanent, Georges Séguy a cependant décidé de faire précéder les rencontres importantes qui rythment la vie syndicale par des tribunes de discussion. Comme T.S. l'a déjà souligné à l'occasion de la préparation du congrès de Grenoble (1), ces tribunes, généralement individuelles, ne satisfont pas encore les exigences d'une meilleure préparation démocratique collective des congrès. La commission exécutive de la C.G.T. restera très homogène de même que les directions de fédérations et d'unions départementales. Le processus de démocratisation, limité, n'est pourtant pas sans intérêt.

Georges Séguy a développé une certaine réflexion autocritique, même s'il a justifié l'attitude de la confédération. Il a reconnu que la C.G.T. a surestimé la solidité de l'Union de la gauche au sommet et la certitude d'une victoire aux élections législatives. Il a même reconnu que la C.G.T. avait elle-même succombé à la tentation de tout subordonner à la victoire électorale, « y compris, dans une certaine mesure, la satisfaction des principales revendications », au lieu de consolider l'union et de préparer les affrontements par la mobilisation et l'action.

Cette autocritique ne débouche pas pour autant sur un repli sur soi. Georges Séguy a réaffirmé la nécessité d'une union des partis de gauche sur un accord clair. Il a surtout souligné l'impérieuse nécessité de l'unité d'action syndicale face à la politique d'austérité de la bourgeoisie. Certes, il n'a pas manqué d'insinuer que l'attitude de la C.F.D.T. ne serait pas étrangère, selon lui, aux pressions social-démocrates européennes. Mais il a posé cette question incontestablement juste : « **Comment consolider l'unité d'action et la préserver des perturbations de l'environnement politique ?** »

La proposition qu'il a faite d'instituer avec la C.F.D.T., la F.E.N. et F.O. un comité national d'unité d'action a été repoussée avec vigueur par F.O. ; la F.E.N. la juge suspecte ; la C.F.D.T. au moment où nous écrivons n'a pas encore pris position et ne manifeste aucun enthousiasme. Il ne pouvait pas en aller autrement puisqu'elle ne s'accompagnait pas d'un éclairage nouveau sur les problèmes de fond concernant le contenu et les formes de l'unité d'action. Il est à craindre que beaucoup n'y voient qu'une prise de position propagandiste destinée à mettre les partenaires syndicaux « au pied du mur ». Il reste que cette prise de position est positive. Quelles que soient les divergences sur le projet de société, l'indépendance syndicale, l'appréciation de la défaite de la gauche, rien n'est possible pour personne si l'absence d'unité d'action syndicale permet à la bourgeoisie et à son Etat de mettre les travailleurs à genoux. La proposition de Georges Séguy correspond à un besoin très ressenti.

Le P.S.U. pour sa part, est toujours favorable à l'unité d'action non seulement des syndicats, mais aussi des partis politiques de gauche. Certes, la distance est grande aujourd'hui entre ce qui est souhaitable et ce qui est immédiatement possible. Le P.S.U. et ses militants s'emploieront à créer les conditions favorables pour que l'unité d'action syndicale soit le plus rapidement possible une réalité. ■

(1) Cf. l'article de Gérard Guise - T.S. n° 802.

# où va la France ?

## La " croissance duale " : Vers un nouveau consensus social ?

D'un côté, un secteur compétitif intégré au marché mondial.

De l'autre, des " espaces de libertés, d'expérimentation sociale " ... Quand les thèses économiques du Parti socialiste et celles de Giscard finissent par se rejoindre.

**L**A commission économique du parti socialiste, ces derniers jours, s'est ralliée à la thèse d'une « croissance duale »... Le fait semble avoir échappé aux observateurs attentifs d'habitude à déceler derrière les moindres petites phrases les évolutions idéologiques porteuses d'avenir... Il est vrai qu'au milieu du compte rendu d'une réunion qui fut, paraît-il, si houleuse qu'il fallut appeler Mitterrand soi-même pour calmer les esprits, la formule est assez discrètement présentée : « Dans cette économie duale, [...] pendant une assez longue période, un secteur de l'économie continuera à fonctionner avec les objectifs actuels alors qu'un autre secteur se développera en fonction d'un autre modèle de croissance. » (1)

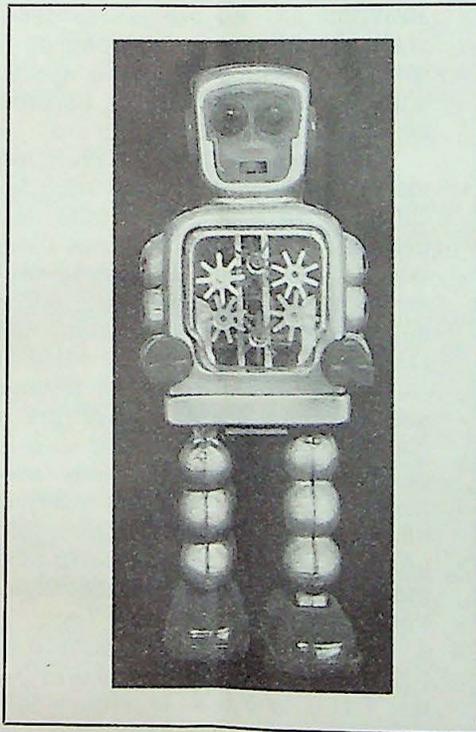
Cette perspective d'une coexistence durable de deux secteurs économiques aux logiques dissemblables, voire antagonistes, n'avait jamais été exposée officiellement avec une telle précision. C'est important à noter parce qu'une telle perspective est susceptible de donner une nouvelle cohérence à la démarche programmatique qui, ces temps-ci, par touches successives, s'ébauche autour de Michel Rocard.

Mais c'est important aussi — surtout ? — parce qu'un telle hypothèse rejoint celles qu'avancent les penseurs de l'aile la plus ouverte et moderniste du système giscardien. Et qu'à terme, c'est peut-être autour de cette commune démarche que peuvent être recherchées les conditions d'un nouveau consensus social.

### Axiome de Rocard...

Toute la démarche rocardienne part d'un axiome fondamental : l'échec de la gauche est d'abord imputable à l'irréalisme de ses propositions. A l'inverse, le succès d'une expérience de gauche suppose que son discours et sa politique correspondent plus exactement à ce qui est possible, compte tenu des contraintes dans lesquelles se situe l'économie française et qu'il ne sera pas facile de modifier du jour au lendemain. D'où les propos sur le « réa-

lisme » économique ; d'où les déclarations sur la nécessité de respecter les principes de rentabilité et de marché, qu'il importe pourtant de concilier avec les réflexions et les propositions sur



L'homme nouveau : programmé pour un secteur ou l'autre.

« l'expérimentation sociale » et la définition de nouveaux rapports sociaux.

Dans le schéma de la « croissance duale », la liaison entre ces deux principes contradictoires s'établit d'elle-même : y coexistent en effet, d'un côté, un secteur intégré au marché mondial et compétitif, développant les « créneaux », les « filières » les plus rentables pour notre économie ; de l'autre, un secteur où s'épanouiront les « espaces de liberté » et « d'expérimentation sociale » le second, peu à peu, bien sûr, l'emportera sur le premier... Dans une conjoncture où, à l'évidence, l'espoir d'une proche rupture de l'ordre dominant vient pour le moins de s'estomper sérieusement, la perspective ne manque pas d'une forte cohérence.

**M**AIS ce qui fait son intérêt, c'est qu'elle rejoint bon nombre de thèses avancées récemment par les têtes chercheuses du giscardisme. Ainsi du rapport Nora (2) qui distingue, d'une part, « les grandes entreprises vouées à la rationalisation et à la productivité maximum », flanquées « de petites unités performantes ouvrant la voie à l'innovation, aux nouveaux produits, aux nouvelles consommations, et dont la loi restera la combativité, le goût du risque et la quête du profit maximum », et d'autre part, « des services publics, des coopératives, des associations, des groupes très décentralisés, peu soucieux de rendement économique et financier, mais consommateur de main-d'œuvre et dispensateurs d'aménité ».

Tableau étonnamment proche de celui passablement lyrique et jargonieux, que dresse Alain Cotta, en conclusion d'un ouvrage récent sur *La France et l'impératif mondial* (3) : « Il est très vraisemblable que notre pays [...] va définir à l'intérieur de lui-même deux grands sous-ensembles d'activités et d'individus d'autant plus complémentaires et nécessaires que différents. Le premier, intégré à l'espace mondial, fait d'entreprises importatrices, délocalisées, soumises à la concurrence internationale, d'hommes passant une partie notable de leur vie dans les aéroports et les chaînes hôtelières... Le second devrait être l'incarnation de nos tendances historiques au règlement économique de la facile prosélyte de notre langue et plus démocratiquement de l'affirmation nécessaire à tous les peuples — en particulier méditerranéen — de notre identité culturelle. Il sera constitué d'hommes moins mobiles, d'organisations à vocation purement internes et d'institutions de distribution... »

### ... et théorème d'Albert

Pourquoi tracer de telles perspectives au moment même où Barre ne met l'accent — et avec quelle vigueur ! — que sur la seule intégration au marché mondial, liquidant des pans entiers de notre industrie, sabrant dans les crédits budgétaires non directement utiles à la « restructuration », mettant en cause les « charges sociales » ?

Et ceci en vertu d'une logique condensée dans le fameux théorème d'Albert (4) selon lequel « l'emploi est lié à la croissance ; la croissance est liée à l'équilibre extérieur ; l'équilibre est lié à l'adaptation de notre industrie » ? (5).

**P**OURQUOI ? Tout simplement, parce que, comme le dit aussi le même auteur, « quelle que soit l'ampleur des efforts mis en œuvre, il est illusoire d'espérer restaurer le

# Pour que le P.S.U. prenne toute sa place dans les luttes politiques à venir

Il nous faut engager sans tarder la confrontation publique avec la gauche du Parti socialiste (" rocardiens " et minoritaires du CERES).  
C'est la condition de notre survie pour les années qui viennent.

plein emploi à court terme » (6). On connaît la prudence des rapports officiels : cela veut dire en clair que le chômage va continuer de croître à un rythme soutenu. Dès lors que le patronat et le pouvoir refusent une réduction massive du temps de travail inséparable effectivement d'une profonde remise en cause des modes de consommation et de production, la seule solution consiste à amener les chômeurs à se satisfaire de leur état ou à les employer, au rabais, dans les secteurs peu soucieux de rendement économique, mais « dispensateurs d'amenité » dont parle le rapport Nora.

C'est d'ailleurs ce qu'écrivait un savoureux article paru récemment dans la revue *Futuribles* dans laquelle s'expriment habituellement les bons esprits de l'appareil d'Etat les plus ouverts au réformisme : « Si nous acceptons l'idée que le chômage à notre époque risque fort de gagner encore en importance... et si nous acceptons l'idée que le développement du secteur « D » (celui des tâches sociales non rémunérées sur le marché du travail : ménagères, jardiniers du dimanche, bricoleurs... et plus généralement « petits métiers »...) est une solution pour absorber, au moins en partie, ce manque d'emplois classiques, nous devons alors admettre que nous pourrions tenir là la clef de notre avenir. » (7).

Comment ne pas voir qu'entre les fractions les plus éclairées et internationalistes de la bourgeoisie financière et de son appareil d'Etat d'une part, et certaines forces politiques et sociales de la gauche d'autre part, peuvent se définir ainsi les bases d'une gestion à la fois commune et en même temps conflictuelle de la crise actuelle. Aux uns, le contrôle des grandes firmes et des appareils financiers. Aux autres, la responsabilité d'un secteur social, de l'expérimentation, de la qualité de la vie. Chacun, bien sûr, tolérant l'autre en attendant de pouvoir l'éliminer.

Perspective redoutable, diront certains. Sans doute. Mais n'est-ce pas la plus crédible ? Celle avec laquelle il faudra compter. Au moins autant qu'avec celle d'une alliance entre une gauche fermée sur ses dogmes et ses appareils, et la bourgeoisie nationale la plus conservatrice, telle que commencent à la dessiner les amis de Mitterrand, de Chevènement et de Georges Marchais.

François DALBERT ■

- (1) *Le Monde*, 23 novembre 1978.
- (2) Rapport Nora-Minc, « L'informatisation de la société », La Documentation française, 1978, p. 115.
- (3) P.U.F., p. 225.
- (4) Actuel Commissaire au plan.
- (5) « Rapport sur l'adaptation du VII<sup>e</sup> plan », La Documentation française, p. 9.
- (6) *Idem*, p. 79.
- (7) *Futuribles*, n° 15, mai-juin 1978. Le secteur « D » de l'économie « Une utopie de Friedman ? ».

Cet article d'analyse prospective, qui explore une perspective d'évolution crédible sinon assurée, sera suivi d'autres contributions sur ce sujet.

Depuis la fin de la guerre d'Algérie et la renaissance d'un grand parti social-démocrate, le P.S.U. est confronté à la question : qu'est-ce que la politique ?

Nous avons été présents dans tous les mouvements « sociaux » : entreprises (Lip), armée, luttes internationales, luttes des femmes, minorités nationales, cadre de vie, écologie et nucléaire... ; nous avons participé au premier rang dans le mouvement de mai 68, qui fut une somme explosive de mouvements sociaux.

Or, le P.S.U. n'a jamais réussi à centraliser massivement le débat, c'est-à-dire à provoquer le débat politique de masse, qui pose la question du pouvoir global dans la société. Le bilan de notre existence est donc tout à la fois extrêmement positif (aucune question importante n'a été posée en dehors de nous, depuis près de vingt ans) et très négatif (impossibilité de déboucher sur une réponse proprement politique).

Cette contradiction ne peut se comprendre que par une seule idée : la présence dans les mouvements sociaux, dans les pays capitalistes développés et dans les conditions actuelles d'équilibre de ces pays, ne permet pas, par elle-même, une synthèse de ces débats. Il faut encore disposer d'une place politique particulière qui permette de présenter à l'ensemble des travailleurs une solution institutionnelle crédible.

### Prendre en charge les problèmes institutionnels

Ceci a été constaté empiriquement par les militants des mouvements sociaux : la C.F.D.T., malgré toutes ses répugnances, a joué le parti socialiste. Les Assises de 1974 correspondaient à ce besoin. Nous ne revenons pas sur le choix que nous avons fait en 1974. En effet, choisir le P.S., c'est choisir une social-démocratie nouvelle en construction. Mais la question posée en 1974 reste intacte : il ne peut y avoir de solution politique autogestionnaire sans prise en charge des problèmes institutionnels.

La social-démocratie occupe la place centrale sur le plan institutionnel, aujourd'hui plus encore qu'en 1974. C'est elle qui récupère donc l'essentiel des poussées autogestionnaires enregistrées par notre société. En particulier, le « courant des Assises », autour de Rocard, incarne parfaitement la situation actuelle : récupération par une force bien installée dans les institutions de mouvements sociaux révolutionnaires, alors que les forces politiques mieux intégrées dans la lutte (P.S.U., extrême gauche) n'en profitent que marginalement.

Résumons. Il faut disposer d'un lieu poli-

tique permettant de traduire, en termes institutionnels, les aspirations apparues dans le mouvement social (au prix, sans aucun doute, d'un certain nombre de compromis). Ce lieu n'est pas constitué par la rencontre des formations d'extrême gauche, qui participent pourtant à nombre de luttes « autogestionnaires », mais qui ne disposent pas de solution institutionnelle, et ne peuvent bénéficier, pour cette raison, d'un recrutement populaire de masse.

### Dégager les formes de la confrontation

Ce lieu est en partie occupé par la gauche du P.S. (la plupart des « rocardiens » et la minorité du C.E.R.E.S.) qui cumule l'avantage de la bonne position institutionnelle (à l'intérieur du P.S.) et d'une certaine correspondance avec les mouvements sociaux autogestionnaires. Il faut donc dégager, le plus vite possible, les formes concrètes d'une confrontation publique avec ce courant. C'est la tâche prioritaire.

Bien sûr, nous n'avons que peu de moyens pour peser sur les formes précises de la confrontation. Mais nous avons l'atout de correspondre mieux à l'aspiration qui se dégage majoritairement du mouvement social : celle de la diffusion du pouvoir, celle de l'unification de la société civile et de la société politique, c'est-à-dire de l'autogestion. L'un (les rocardiens) et l'autre (le P.S.U.) correspondons à des nécessités différentes (nécessités institutionnelles et aspirations sociales), mais notre recrutement politique potentiel est majoritairement le même.

La situation institutionnelle, jusqu'aux présidentielles de 1981, se centrera sur l'éventualité d'une candidature Rocard. Cela constitue à la fois notre chance et la possibilité de notre mort. Chance et risque, car le P.S.U. et le courant rocardien ont des zones d'influence politique qui se recouvrent partiellement (la C.F.D.T. notamment) : la confrontation est donc plus facilement possible (beaucoup plus qu'avec le P.C.F.) ; mais en même temps, le risque d'une disparition du P.S.U. est d'autant plus grand, si la confrontation n'a pas lieu ou tourne à notre désavantage.

Par ailleurs, pensons-nous honnêtement pouvoir engager avec le P.C.F., et ses militants critiques, un véritable dialogue, si nous ne disposons pas de possibilités crédibles ? Au contraire, si nous nous engageons clairement dans une confrontation avec les rocardiens, alors nous y serons appuyés par nombre de militants du P.C.F. (et de l'extrême

gauche authentiquement inspirés par la perspective autogestionnaire.

### **Préciser les divergences, permettre les compromis**

Enfin, il nous faut poser une question importante : la politique Rocard est-elle le danger principal pour le mouvement ouvrier français, comme le pensent certains militants ? En réalité, Rocard n'est pas seul, même s'il pèse d'un poids individuel important. Et justement cette importance personnelle vient du fait qu'il peut s'appuyer sur des couches différentes, portant des projets différents. Très schématiquement :

- Les couches dirigeantes du salariat revendiquent une place nouvelle dans l'économie, l'Etat et la société française. Leurs revendications peuvent porter le masque de l'autogestion, mais elles débouchent dans la réalité sur un nouveau partage du pouvoir avec les propriétaires actuels des moyens de production.

- Diverses couches du prolétariat et de la petite bourgeoisie, échappant pour des raisons diverses au carcan idéologique du P.C.F., très souvent syndiquées à la C.F.D.T. (mais aussi dans certains syndicats de la C.G.T.) identifient au contraire l'autogestion et la lutte contre la division du travail : ils revendiquent le pouvoir pour eux, mais aussi pour le peuple tout entier.

Entre ces deux courants, il ne peut y avoir que des alliances tactiques, contradictoires et provisoires. Notre tâche est de préciser les divergences et de permettre que les compromis nécessaires se fassent sur une base favorable pour le courant réellement autogestionnaire.

La survie et le développement du P.S.U. conditionnent largement la possibilité d'une issue révolutionnaire à la crise française ; car notre parti reste le seul à pouvoir don-

ner une réponse globale aux aspirations autogestionnaires apparues dans les mouvements sociaux. Mais ces mouvements peuvent être également récupérés, dévoyés par une orientation social-démocrate modernisée : ce risque est aujourd'hui très grand, car la seule solution institutionnelle qui est offerte à ces mouvements est la solution P.S.

Il ne suffit pas de dire : nous voulons la confrontation avec « tous ceux qui sont à la recherche des perspectives du socialisme autogestionnaire » (texte de la majorité de la D.P.N.). Il faut encore savoir de qui il s'agit, et où engager cette confrontation.

### **En retard d'une nouvelle guerre ?**

Bien sûr, nous ne pouvons aujourd'hui préciser les formes concrètes de cette confrontation, mais nous savons qu'elle doit se faire et qu'elle est la condition de survie du parti pour les années qui viennent.

Aussi le texte final élaboré par la majorité de la D.P.N. est-il insuffisant, s'il n'est pas complété par l'amendement dit « Gollet-Hercet » (voir encadré).

Beaucoup de membres « dirigeants » de notre parti le savent sans doute, mais ils ont trop l'habitude de gérer le P.S.U. comme une chambre de malades, que l'on doit avant tout ménager, protéger de la lumière extérieure. Aussi tous les arguments opposés à cette politique de confrontation sont-ils identiques à ceux qui étaient avancés depuis quatre ans pour tenir le P.S.U. à l'écart du débat sur le Programme commun.

La réaffirmation de l'hostilité du P.S.U. à toute solution réformiste, de l'autonomie du parti et de la lutte sur tous les fronts pour la victoire du socialisme autogestionnaire... ne sert à rien. Cette rengaine a servi de leitmotiv à un P.S.U. isolé depuis quatre ans du débat politique centré sur le Programme

commun. Il ne sert à rien de reconnaître cette erreur passée (comme le fait en partie la D.P.N. dans son rapport d'activité), pour refaire aussitôt un erreur du même type dans une situation nouvelle. Le P.S.U. sera-t-il encore en retard d'une guerre ?

Jean BERTHINIER  
et Marc GENTES (D.P.N. Rhône),  
Gilbert HERCET  
et Pascal GOLLET (B.N. Paris) ■

(Cette contribution, rédigée à la suite de la dernière session de la D.P.N., a servi de base au rapport d'orientation présenté par le bureau fédéral du Rhône).

### **MULTIPLIER LES INITIATIVES**

Voici des extraits de l'amendement proposé par G. Hercet et P. Gollet lors de la dernière réunion de la Direction politique nationale du P.S.U. :

« Un courant minoritaire ne peut se développer qu'en étant partie prenante de la dynamique populaire, dans la réalité de ses rapports de force. Aujourd'hui, cela signifie que nous devons être capable de porter nos propositions auprès de ceux qui se situent dans la perspective autogestionnaire : C.F.D.T. « rocardiens », minoritaires du CERES, animateurs de mouvements sociaux (écologistes, féministes, non-violents, « expérimentateurs » sociaux) dont certains ont commencé à se regrouper avec le P.S.U. dans le Front autogestionnaire. [...] Il faut donc multiplier les initiatives permettant à ces forces de se rencontrer et de se confronter. Ce peut être à travers des échanges ou des colloques de revues. [...] Ce pourrait être pour l'essentiel par la création d'un lieu de rencontres et de débats. [...] ■

## **Le PSU et la question du pouvoir**

**« Que tous les membres d'un parti politique doivent être considérés comme des intellectuels, voilà une affirmation qui peut prêter à des plaisanteries et à des caricatures : pourtant, à la réflexion, il n'y a rien de plus exact. » (A. Gramsci)**

Depuis 1968, ballotté entre les tentations léninistes troskistes et maosistes, puis porté vers la moderne social-démocratie sous la houlette rocardienne, voici maintenant le P.S.U. haletant et tout ébouriffé de ces tribulations, ne sachant plus comment adapter son désir autogestionnaire à sa propre réalité.

Donc, le voilà sous le charme plus ou moins discret des conceptions libertaires avec les aspects libérateurs (donc positifs) mais aussi les travers : comme la sensibilité anti-parti, la méfiance et même le mépris vis-à-vis d'une direction politique (quelle qu'elle soit et encore plus lorsqu'elle se trouve être « parisienne ») et d'une certaine manière, mais plus confusément, le refus de théoriser, de penser la politique (c'est l'affaire des « intellectuels »), de faire fonctionner le Collectif Intellectuel (d'autres le font à ma place... »)

Dans la période actuelle que nous vivons mal, avec la crise inextricable de la gauche, l'ébranlement idéologique qui secoue le marxisme et le déclin des vieilles croyances, quoi de plus normal. Mais quoi de plus dangereux aussi !

Il y a comme une manière de fuite ou de laisser tomber, après l'échec de la gauche. Une tentative de saborder nombre de questions et entre autres celle du **Pouvoir** qui devrait nous préoccuper tant soit peu, ou alors... le P.S.U. n'est plus un parti.

Dans le rapport de la commission 1 sur la Conférence nationale des 16 et 17 septembre, ce problème n'est abordé que de façon expéditive.

Après les multiples et cruelles faillites d'expériences passées et récentes (U.R.S.S., Chine, Cuba, Cambodge, Vietnam, etc.), peut-on avoir une réponse à la question de l'accession et du maintien au Pouvoir d'une politique au service des travailleurs, autre que léniniste ? A ce sujet, la disparition du point 9 de la Conférence nationale (Goulag, marxisme, socialisme : démocratie et liberté, etc.) traduit un certain état d'esprit.

Prôner le pluralisme le plus large pour la société toute entière à construire, est-ce un penchant petit-bourgeois, une tare social-démocrate ou un leurre qui inévitablement conduit au Chili, à moins que cela ne soit de la démocratie-bourgeoise ?

Ne serait-ce pas s'entretenir de douces illusions en rêvant que « le pouvoir ne se conquiert pas fondamentalement ou uniquement par les élections » (courrier du P.S.U., n° 24, page 3), surtout dans une société aussi industrialisée et divisée socialement que la nôtre ? Les mythes sur la rupture radicale (insurrection, grève générale...) restent têtus !

Le problème de l'Etat (et donc du Pouvoir en quelque sorte) serait : comment s'en débarrasser. Ce genre de raccourci facile tiendrait compte du fameux dépérissement qui, là où les expériences historiques le permettaient, n'a jamais été amorcé d'un chouïa : il y avait socialisme mais on ne s'attaquait pas au monstre tiède. Alors ? Mystère et boule de gomme. Cherchons... Nous qui faisons dans la Haute Couture Politique, mais sans modèle. Utopie oblige, mais Politique prime.

Christian FORESTIER ■

**Droit social :****la stratégie  
des dominos**

L'extension des contrats à durée limitée pose un problème grave. Et d'abord est-elle conforme à la loi ?

Il est inquiétant que devant l'ampleur de l'offensive gouvernementale et patronale contre les acquis sociaux et syndicaux ne se manifeste aucune riposte politique et syndicale d'envergure.

Attitude aux multiples explications, mais signe également du peu de conscience qu'ont les organisations des enjeux actuels.

Car, au-delà des situations inacceptables — chômage record, inflation continue, liquidation de biens productifs —, au-delà de l'exploitation renforcée — compression historique du pouvoir d'achat, privilèges exorbitants pour l'actionnariat... c'est bien des droits élémentaires des travailleurs, façonnés par un siècle et demi de lutte de classe, dont il est question !

Car enfin, laisser le conseil des ministres adopter un projet de loi d'où découlera le fait que les apprentis ne compteront plus pour le calcul des effectifs pour l'application des codes de travail et de la sécurité sociale (et notamment pour les élections de délégués de personnel et au comité d'entreprise), mesure qui concernera environ 4 000 entreprises qui se trouvent en dessous de 10 salariés (le seuil d'effectif pour la délégation du personnel) et qui, les chères petites, hésitent de ce fait à embaucher, c'est déshonorer un siècle de lutte syndicale !

Ce n'est pas tout, la stratégie des dominos est en place — la chute du premier devant entraîner celle des suivants — ; et la suite n'est pas triste. Pour répondre aux souhaits des patrons d'assouplissement du droit de licenciement (1), Giscard a peaufiné une idée lui permettant d'éviter d'aborder le problème de front : en fait les patrons souhaitent se débarrasser des travailleurs une fois le travail fait, pourquoi alors ne pas les recruter pour une durée déterminée, et Boulin, ministre du chômage, d'annoncer au conseil des ministres l'extension des contrats à durée déterminée qui pourront être conclus pour une saison ou un chantier.

Avec ce type de contrat, c'est la porte ouverte à tous les chantages sur les engagements syndicaux des travailleurs (grèves...), sur les augmentations de salaires négociées lors du renouvellement du contrat, c'est ainsi une atteinte fondamentale aux droits des travailleurs donnant aux patrons des pouvoirs et des moyens de pression dignes du XIX<sup>e</sup> siècle. Et d'autres projets sont en gestation.

Ces dispositions sont-elles conformes à la loi, à la Constitution, et notamment à son préambule ? La question doit être posée. Elle le sera peut-être lors des discussions parlementaires. Mais d'ores et déjà, il faut souligner les dangers de cette logique.

Sommes-nous à un tournant ? L'histoire

nous avait enseigné que, devant la pression constante des classes exploitées, la classe dirigeante céderait peu à peu ou brutalement son pouvoir, ses privilèges, que si les avantages que revendiquait la gauche ne pouvaient être satisfaits immédiatement, ils le seraient plus tard, ce n'était qu'une question de temps, ou d'opportunité.

Maintenant, la bourgeoisie affiche son pro-

pre projet. Et si elle nous avait floué l'histoire ?

Dans un article du « Monde » (2), Gérard Lyon-Caen parle de « l'effondrement du droit au travail ». N'y a-t-il que le droit du travail qui s'effondre ?

Marc ANVERS ■

(1) Entre intérim et licenciement (T.S. n° 804).  
(2) Le Monde, 31 octobre 1978.

**SKIEZ VRAI**

en pratiquant le ski nordique  
dans de vrais villages  
du plateau ardèchois  
avec des moniteurs du pays

**UNE SEMAINE DEPUIS 500 F**

tout compris :  
skis, chaussures, cours  
pension... vin !

**SKIEZ SYMPA**

A.R.V.E.L.

12 A Boulevard des Brotteaux  
69006 Lyon

Tél. : (78) 52-56-48



Grève chez Michelin :  
contre l'extension du travail posté.

## Chimie C.F.D.T. : prendre des risques

La F.U.C. met en avant la nécessité d'une nouvelle pratique syndicale et d'une nouvelle unité ouvrière.

Le congrès de la fédération unifiée de la chimie C.F.D.T. (F.U.C.) a eu lieu à Guidel la semaine dernière. Cet événement est un peu passé inaperçu. La proximité d'un autre congrès, celui de la C.G.T., qui se déroule en ce moment à Grenoble, a joué pour beaucoup dans cet oubli par la presse. Pourtant le débat des congressistes a pris en compte les aspects essentiels de la restructuration capitaliste actuelle et ses effets sur les salaires, les conditions de travail, les statuts, les conditions de vie des travailleurs. Il ne s'est pas contenté de faire l'analyse de la nouvelle division internationale du travail, mais a surtout mis en avant la nécessité d'une nouvelle pratique syndicale capable d'y résister en jetant les bases d'une nouvelle unité ouvrière.

### Voitures-balais

La résolution finale du congrès adoptée par 66 % des syndicats présents confirme les nouvelles orientations de la C.F.D.T. : redonner à l'action syndicale toute sa vigueur pour ne pas retomber dans l'ornière de l'attentisme, en prévision d'une éventuelle solution politique. La part d'autocritique de la stratégie syndicale de ces trois dernières années contenue dans ce postulat peut paraître superflue, voire porteuse du danger de repli sur un syndicalisme « cogestionnaire » de la crise, se contentant de petites victoires partielles, négociées ici ou là sans rapport de force conséquent. La fédération de la chimie C.F.D.T. ne se situe pas en tout cas sur cette pente conduisant à un syndicalisme de délégation favorable aux plus nantis de la classe ouvrière.

La résolution du congrès est édifiante quand elle affirme : « tout n'est pas négociable n'importe où, n'importe quand et par n'importe qui. (...) Le développement des accords d'entreprises et d'établissements, s'il a permis des avancées significatives et proches des travailleurs, a eu aussi pour conséquence le dépérissement des conventions collectives nationales. Celles-ci sont désormais des voitures-balais qui ne ramassent que les laissés pour compte ; elles

entérinent des situations fortement inégalitaires et disparates ».

Lutter contre l'éclatement et la division de la classe ouvrière, et les inégalités engendrées par ce processus, sera donc un des axes de la F.U.C. dans les mois à venir. Pour cela, elle privilégiera les actions pour la création d'emplois et pour l'obtention d'un barème de salaires garantis.

La bataille pour la création d'emplois nécessite plusieurs conditions. La première est celle de l'information. La fédération de la chimie, pour y répondre, a depuis longtemps une pratique relativement originale dans la C.F.D.T. : celle des enquêtes menées par les sections syndicales et les syndicats à tous les niveaux, tant sur les aspirations des travailleurs, leurs revendications que sur les politiques et pratiques patronales. Ainsi sur l'emploi, il s'agira dans les mois à venir de collecter le plus d'éléments possibles sur les baisses d'effectifs ; sur le non-remplacement des départs ; sur le développement des hors statuts, des mutations, de la sous-traitance, de la filialisation ; sur les investissements productifs non créateurs d'emplois ; sur les changements dans les conditions et l'organisation du travail modifiant des rapports de pouvoir et de domination.

Les travailleurs de la chimie dans ces domaines se heurtent à un patronat qui est un des promoteurs de la restructuration industrielle française. Il suffit à cet égard d'évoquer l'existence des trusts pétroliers, de firmes multinationales comme P.C.U.K., Rhône-Poulenc, Michelin pour comprendre que toute la panoplie des pratiques capitalistes est représentée dans les branches (chimie, verre, caoutchouc, pharmacie et pétrole) où travaillent les adhérents de la F.U.C.

### Priorité aux conditions de travail

Le second aspect d'une pratique syndicale pour la création d'emplois portera sur l'organisation et les conditions de travail. La fédération de la chimie a à son actif des acquis sur la façon de se battre : en parti-

culier contre l'extension du travail posté (que révélèrent les grèves des postés de Michelin, d'A.P.C. à Toulouse et de l'étang de Berre) et contre les produits dangereux (le polychlorure de vinyl, l'acroléine, etc...). Mais hormis la poursuite de son action sur ces points, elle veut aussi la préciser pour répondre efficacement aux nouvelles méthodes d'organisation du travail : polyvalence, déqualification, contrats précaires, horaires souples, automatisation, etc...

Ces nouvelles dimensions de l'action syndicale préconisées par la F.U.C. s'accompagnent d'objectifs à obtenir dans les conventions collectives nationales : la revalorisation des salaires et classifications des travailleurs au bas de l'échelle, l'obtention d'un éventail hiérarchique au maximum de 1 à 6 ; la suppression du salaire au rendement ; la disparition des primes diverses, sources de division, et des barèmes de salaires garantis dont la valeur se rapproche de la moyenne des salaires réels pratiqués.

Est-ce à dire que toutes ces résolutions, qui se veulent adaptées aux nouvelles caractéristiques de l'économie et de la situation politique, ont été adoptées sans réticences, sans critiques ? Certes non. Certains congressistes, en particulier de la région Rhône-Alpes, ont vigoureusement mis la direction confédérale en garde contre l'abandon de l'unité d'action avec la C.G.T., contre des prises de positions trop rapides à propos du « recentrage » syndical, contre l'idée que le gouvernement et le patronat pourraient mener une politique d'ouverture vis-à-vis des organisations syndicales sans que celles-ci imposent des rapports de force susceptibles de remobiliser les travailleurs. Sur ces points, le dernier conseil national de la C.F.D.T. avait contribué à lever des ambiguïtés qui traînaient depuis avril 1978.

### Des contre-propositions industrielles

Mais le débat s'est animé sur la volonté du bureau fédéral de la chimie d'avancer des contre-propositions syndicales en matière de politique industrielle. Si la rédaction finale de la résolution générale du congrès s'en faisait assez peu l'écho, le rapport d'orientation présenté par le secrétaire général, Claude Menneer, le développait plus abondamment. Il insistait en particulier sur la nécessité de contre-propositions industrielles alternatives aux projets patronaux organisant la solidarité des travailleurs dans des nouvelles filières de production mises en place par la restructuration capitaliste.

Certains syndicats, notamment ceux de la région lyonnaise et du Nord, voyaient dans ces propositions le danger d'une acceptation de la logique capitaliste et d'un certain technocratisme compte tenu de l'état actuel de prise de conscience et de mobilisation des travailleurs. Ils proposèrent donc un report de ce débat, préférant mettre l'accent sur des actions de masse susceptibles de retarder la restructuration capitaliste et de défendre l'emploi. Si leurs amendements furent repoussés, ils regroupèrent néanmoins un tiers des mandats s'opposant à la résolution générale.

Le congrès a donc opté pour prendre en charge immédiatement dans l'action quotidienne toutes les dimensions de la crise. Il a choisi de prendre des risques, car le patronat, lui aussi, en prend sur un type de développement (information, pôles européens d'activités chimiques, mobilité et contrôle des forces de travail, cloisonnements nouveaux, volant de chômeurs) qui ne doit pas rester sans réponses.

Jean-Yves SPARFEL ■

# Syndicat de la Magistrature : les faux pas du XI<sup>e</sup> Congrès

Paradoxe : une direction syndicale " radicale " va devoir appliquer une politique plus modérée.

Le « congrès de l'autocritique », annoncé lundi dernier *Le Matin*. D'une façon générale, les observateurs de gauche paraissent tirer du XI<sup>e</sup> congrès du Syndicat de la Magistrature un bilan positif : celui de l'unité en partie retrouvée dans le cadre d'un pluralisme reconnu, tout cela permettant un renouveau de l'action syndicale.

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'un examen attentif du déroulement du congrès, à la lumière des débats qui l'ont précédé, fait nécessairement aboutir à des conclusions assez différentes.

Par rapport à ses deux grands enjeux — quels sont les moyens et les formes de l'action syndicale dans la magistrature ? comment le syndicat peut-il traduire, dans son fonctionnement, par la composition de sa direction, sa propre évolution et ses débats

ces au Syndicat de la Magistrature. En réalité, les tendances sont au moins au nombre de deux. Depuis un an, s'est fait jour un mouvement de critique interne, lancée contre la dérive de la direction vers une intervention essentiellement idéologique délaissant le champ de l'action syndicale proprement dite, et négligeant la pratique revendicative suivie au profit de coups d'éclat propagandistes. Ce mouvement s'est cristallisé successivement autour des interrogations suscitées par l'affaire Guemann et celle de la plainte en forfaiture déposée contre le Garde des Sceaux.

L'affaire Guemann posait le problème du rapport entre une initiative individuelle, lancée en dehors des procédures de réflexion et de décision collectives, puis transformée en « lutte exemplaire », et le combat syndical

influence, dans sa capacité de proposition. Leur réflexion, exprimée au départ de façon morcelée et individuelle, rencontrait vite un écho certain, nourri par l'indiscutable décalage existant entre une grande partie de la base et la direction, dominée par les courants les plus « radicaux ». Elle se développait tout particulièrement chez les adhérents les plus jeunes, notamment à l'École de la Magistrature où la combativité et la représentativité du Syndicat s'affirmaient avec succès, aux dépens de la hiérarchie et du pouvoir, alors que la direction du S.M. avait en partie déserté ce lieu d'intervention. Ainsi s'explique la rencontre, dans le courant critique, d'anciens et de nouveaux du S.M., dans la recherche d'une action revendicative concrète et collective, privilégiant la question des libertés et non plus celle de la liberté des magistrats ; courant par ailleurs tout aussi hétérogène politiquement que la direction du S.M. puisqu'il va des « syndicalistes purs » au courant autogestionnaire, en passant par le P.S.

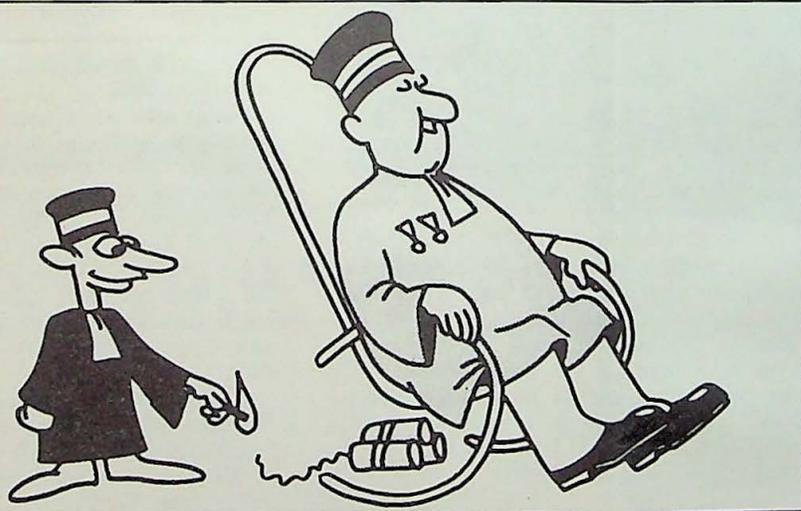
## Durcissement des antagonismes

Alors que durant le mois qui l'avait précédé s'était amorcé un mouvement de conciliation entre les « modérés » et la direction sortante, celle-ci intégrant la plupart des propositions de ceux-là dans son projet de programme, le congrès a abouti à un durcissement des antagonismes, aggravé par des affrontements personnels. Le mode d'élection du conseil, sur liste unique sans proportionnelle des courants, a abouti à la réduction à la portion congrue (deux sur seize) de la représentation des minoritaires ; les plus conciliants d'entre les deux courants ont été « mal » élus (comme Maurice Zavarro, membre du bureau sortant) ou éliminés. Le congrès a adopté un rapport fondé sur l'autocritique et reprenant les propositions de la minorité, mais, chez les membres les plus influents de la direction, on a retrouvé l'exaltation du discours idéologique. Comble du paradoxe : c'est une direction tout aussi « radicale » qui sera chargée d'appliquer une politique plus « modérée ».

En fait, le congrès laisse en suspens tous les problèmes : celui du débat interne sur les perspectives d'avenir du S.M., qui n'a pas eu lieu ; celui de l'orientation de l'action syndicale qui a été escamoté ; celui du fonctionnement démocratique du syndicat, dissimulé par les références sacrées aux grands principes de la rotation des dirigeants et par l'adoption d'un pluralisme fort tempéré (comme en témoigne la formule de Patrice de Charrette : « le pluralisme n'est pas une fin en soi »).

On peut s'attendre à ce que les minoritaires, qui jugent les résultats du congrès peu positifs, s'organisent en tendance pour mener à bien la poursuite du débat, et se refusent à cautionner une politique qu'ils jugent suicidaire pour le S.M. C'est déjà ce qu'indique la démission de Pierre Lyon-Caen et Madeleine Sabatini, leurs élus au conseil. Après cette décision, la balle est dans le camp de la direction : toute la question est de savoir si elle saura effacer les faux pas du congrès, resserrer ses liens avec la base et créer les ouvertures propres à éviter l'éclatement. Dans une organisation où les rapports humains sont très importants, le rôle des majoritaires comme Maurice Zavarro, comme Louis Joinet, qui peut servir de pont entre les courants, sera sans nul doute non négligeable...

François TURQUAN ■



internes ? il faut d'abord constater le contraste entre la confusion des débats, ou la réflexion et l'analyse ont été noyées dans les débordements affectifs et les exposés d'états d'âme, et la sécheresse des conclusions pratiques du congrès. Loin de s'atténuer, les clivages, à l'intérieur du syndicat, se sont accentués : les résultats de l'élection du Conseil le démontrent. Mais ils ne sont guère apparus sur le fond : on peut penser qu'ils n'en ressortiront que plus nets dans la période qui commence.

## Au moins deux tendances

Officiellement, il n'existe pas de tendan-

pris dans son ensemble : elle démontrait, par l'échec de la grève de solidarité, la distorsion entre les éléments les plus combatifs du syndicat et la masse des syndiqués. Le naufrage de la plainte en forfaiture soulevait une autre question : celle du choix des terrains de lutte contre le pouvoir, et du moment tactiquement adapté au passage de cette lutte à un niveau directement politique.

Les militants critiques et « modérés » ne refusaient ni la solidarité avec Monique Guemann, ni l'affrontement avec le pouvoir : ils constataient que ces deux épisodes s'étaient conclus par des échecs de la lutte syndicale, et établissaient le rapport entre cette succession d'échecs et la stagnation du syndicat, dans ses effectifs, dans son

**Brésil :**

## Un vote contre la dictature

Après treize ans de bipartisme imposé, les électeurs brésiliens viennent d'exprimer un non massif au régime militaire. Plus qu'un avertissement.

### De notre envoyé spécial

Bien sûr, Geisel et Figueiredo, son successeur désigné, ne craignaient pas grand chose. Un système électoral bien construit par les militaires ne permettait pas à l'opposition légale d'espérer la majorité, ni dans la chambre haute (un tiers des sénateurs nommés par les militaires), ni dans la chambre basse (problème de découpage électoral, on connaît bien...). Mais le M.D.B. (Mouvement démocratique brésilien) a rempli son contrat : être majoritaire

moins de 50 000 habitants, mais de toutes façons la distinction A.R.E.N.A./M.D.B. est souvent très difficile à faire dans ces régions. L'information est quasi inexistante ; seule la voix des militaires par l'intermédiaire des radios locales est écoutée.

Par contre, la situation est toute autre dans les villes. Il apparaît aujourd'hui sûr que le M.D.B. sera majoritaire dans la majorité des capitales



en voix dans le pays, aux dernières élections législatives.

Quand on parcourt aujourd'hui le Brésil, on se rend compte que la réalité politique n'est pas facile à cerner. Le M.D.B., tout comme l'A.R.E.N.A. (Alliance pour la rénovation nationale), le « parti » au pouvoir, sont des formations politiques totalement artificielles. Face aux transformations du pays et aux pressions internationales, les militaires ont voulu se forger une « opposition progouvernementale », ils ont créé de toutes pièces le M.D.B. Dans de nombreuses régions pauvres du pays, dans le nord-est et dans l'intérieur où les structures sociales sont encore celles du XIX<sup>e</sup> siècle, le bi-partisme est un avatar du clientélisme. Les caciques locaux adoptent une étiquette en fonction de leur intérêt personnel ; ensuite, ils font voter « leurs » gens. L'A.R.E.N.A. est largement majoritaire dans les campagnes et dans les villes de

d'Etat mais aussi dans la majorité des villes de plus de 50 000 habitants. Bien sûr, le clientélisme existe aussi, et parfois il est déterminant mais lorsque l'on a parcouru les principales villes du pays pendant la campagne électorale, force est de constater que cette majorité pour le M.D.B. est surtout un non massif à la dictature.

### L'opposition « authentique »

L'atmosphère a beaucoup changé au Brésil en quelques mois. La presse écrite est presque totalement libérée de la censure et les publications hostiles au pouvoir ne se comptent plus, certaines ouvertement progressistes, comme l'excellent *Movimento* ; d'autres plus simplement démocrates, comme *Veja*.

De plus, le système électoral brésilien permet la concurrence entre les candidats d'un même parti. Ce qui permet dans les faits de battre en brèche le bi-partisme officiel. En effet,

nombreux étaient les candidats qui se présentaient sur la double étiquette M.D.B./Front populaire. Ils représentent le groupe dit « authentique » du M.D.B. et ont mené une campagne ouvertement à gauche. Chaque parti ou mouvement de gauche clandestin soutenait son candidat M.D.B. « authentique ». Les rapports de force seront fort intéressants à noter lorsque la totalité des résultats seront publiés.

Si l'on prend l'exemple de Rio de Janeiro où le M.D.B. est traditionnellement largement majoritaire, le véritable affrontement a eu lieu au sein du M.D.B. entre deux tendances radicalement opposées. D'une part, les partisans de M. Chagas Freitas, l'un des hommes les plus riches de la ville, propriétaire de deux quotidiens à sensations, très lié au nouveau président de la République, le général Figueiredo : c'est l'homme-clé des reclassements politiques qui devraient aboutir dans les prochains mois à la création, avec des transfuges de l'A.R.E.N.A. et du M.D.B. d'un grand parti centriste libéral ayant enfin un minimum d'appuis populaires. Et, d'autre part, les amis de l'avocat Modesto da Silveira, qui défend depuis plus de quatorze ans les détenus politiques et est l'un des animateurs du puissant mouvement pour l'amnistie.

### Des réponses à trouver

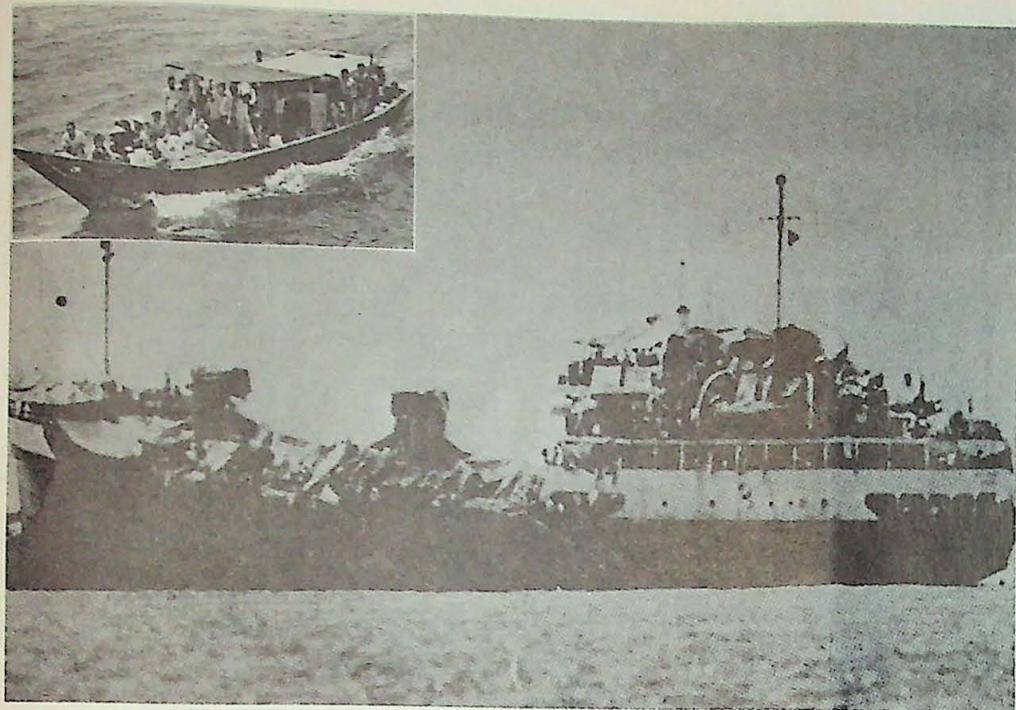
Le gros problème pour l'opposition « authentique » est aujourd'hui de trouver une structure d'expression qui soit sans ambiguïté, mais aussi et surtout qui ne la marginalise pas. C'est la première préoccupation des syndicalistes de la métallurgie de la région de Sao Paulo qui animent depuis quelques mois de puissants mouvements de grève et qui apparaissent chaque jour davantage comme les véritables porte-parole de toute l'opposition radicale.

Ce sont des réponses que l'opposition va devoir trouver rapidement car, après treize ans de bi-partisme, les militaires vont autoriser la création de nouveaux partis dans le but évident de casser le M.D.B.

Le Brésil apparaît aujourd'hui coupé en deux. D'une part, le Brésil industriel où la conscience politique progresse chaque jour et où la petite bourgeoisie étranglée vote contre le régime au même titre que la classe ouvrière et les intellectuels. D'autre part, le Brésil du nord-est et de l'intérieur où le sous-prolétariat agricole, saigné à blanc par le capitalisme sauvage mais bien encadré par les caciques locaux, vote pour un projet qui les condamne.

Une situation fort instable pour les militaires.

**Stéfan LYLLAN**



Réfugiés vietnamiens  
le drame de l'exil.

Le drame du peuple vietnamien confond nos mémoires comme il confond nos habitudes. Les plus résolument anticolonialistes, les plus ardents défenseurs de la cause des droits de l'homme — quelles que soient leurs affinités idéologiques — ont à l'esprit ces visages faméliques, ces yeux hagards d'hommes, de femmes et d'enfants poussés au gré des vents dans de vieux rafiots vers une terre improbable d'asile. Leur vie n'a pas de prix. Tous ceux qui mesurent à quel point ces destinées nous sont fraternelles n'hésiteront pas un seul instant. **Tout** doit être fait pour leur venir en aide. Les milliers de réfugiés vietnamiens qui aujourd'hui fuient leur pays sont en droit d'attendre de nous cette solidarité. Notre devoir est impérieusement d'y répondre, sans arrière-pensée.

### Le totalitarisme quotidien

Subsiste évidemment une interrogation de taille. Comment est-ce possible ? Car, ne nous y trompons pas : si tout s'explique, tout ne se justifie pas. Personne ne songerait à nier ni le prix payé hier par tout un peuple sous les bombes et le napalm, ni celui procuré par les graves inondations dont souffre pour l'heure le pays. De cela on conviendra aisément.

Le pire, pourrait-on dire, est ailleurs. Il est dans l'intolérable répression qui s'exerce dans un pays à l'égard d'une population dont la fuite est à elle seule un verdict. Les partisans les plus acharnés de l'ordre occidental trouveront là de quoi justifier leur engagement passé. C'est leur affaire. Leur jubilation du reste ne se nourrit que de ce dont nous nous attristons. Ce n'est ni nouveau, ni intéressant.

Mais le totalitarisme quotidien, la terreur policière, la barbarie « rééducative », bref cette folie érigée en méthode de gouvernement qui s'empare d'une caste dirigeante, voilà qui nous importe au plus haut point. S'il devait en être autrement, à quoi pourrait donc ressembler ce prix que nous attachons à la liberté ?

J. S. ■

## L' " Exodus " vietnamien

Chaque Vietnamien qui fuit son pays désavoue le nouveau régime.

Ceux que le poids des images n'effraie pas devront s'y résoudre ; ceux-là même qui, il n'y a guère, plaçaient leur espoir aussi dans la lutte d'un peuple meurtri par trente années de guerre s'en affligeront peut-être : les images que nous venons de voir à la télévision ces derniers jours, quelque quarante mois après qu'à Saïgon le communisme ne s'installe, sont l'affaire de tout le monde. Reconnaissons aux moyens audio-visuels ce mérite que désormais leur brutalité inflige aux plus sceptiques comme aux plus impénitents défenseurs des causes que la plus simple humanité nous appelait à soutenir, des désaveux confondants.

## Un appel pour le soutien au Tribunal Russell

La première session du Tribunal Russell s'est tenue au mois d'avril à Francfort. Elle s'est attachée à l'examen de la situation des Droits de l'Homme en République fédérale allemande. Le Tribunal a dû constater l'existence d'interdits professionnels pour motifs politiques, tout comme l'établissement d'une pratique de plus en plus répandue de surveillance et de dépistage des opinions politiques de millions de citoyens.

La seconde et dernière session du Tribunal Russell est en cours de préparation. Elle se tiendra à Cologne du 3 au 9 janvier 1979. Son jury international a décidé d'y soulever trois questions, moins évidentes a priori que celle des interdits professionnels : il s'agit de la censure, de l'apparition et des méthodes du service fédéral pour la protection de la constitution, des atteintes éventuelles aux Droits de l'Homme dans le cadre des procédures pénales.

Pour soutenir le Tribunal Russell et lui gagner la plus grande audience, un Appel est lancé destiné à recueillir des signatures de soutien. La liste des signatures sera publiée dans le grand hebdomadaire *Die Zeit*. Dans le passé, cinq mille signatures avaient pu déjà être réunies. On peut espérer aujourd'hui de meilleurs résultats encore. Voici le texte de cet Appel :

« C'est avec inquiétude que nous suivons l'évolution des

libertés constitutionnelles dans l'état de la République fédérale. Nous constatons des atteintes aux Droits de l'Homme qui se manifestent dans les interdits professionnels et d'autres atteintes aux libertés.

Mais nous ne sommes pas seulement inquiets de l'évolution en République fédérale, car nous constatons des tendances convergentes dans tous les pays occidentaux, résultant de l'étroussure croissante de leurs rapports. Nous craignons en particulier qu'avec le rôle dominant que tient la République fédérale au sein du monde occidental, des atteintes semblables soient portées aux libertés dans nos propres pays.

C'est pourquoi nous soutenons le 2<sup>e</sup> Tribunal Russell consacré aux Droits de l'Homme en République fédérale. Nous appelons à ce que tout soit entrepris pour mettre un terme aux atteintes aux Droits de l'Homme en Allemagne comme dans les autres pays. »

Faire parvenir les signatures au plus tôt à l'adresse suivante : Prof. Wolf-Dieter Narr/Klaus Vack, Postfach 648, D-6050 Offenbach 4. Préciser en conclusion : « Je signe l'Appel de soutien au Tribunal Russell et je vous autorise à citer mon nom » (avec nom, profession, adresse, pays, téléphone, date, signature en capitales). ■

## Zinoviev : un homme seul

Avant le prix Médicis étranger, Alexandre Zinoviev avait reçu celui du meilleur roman de science-fiction. Bernard Blanc l'a rencontré à Bruxelles.

Quand on vous dit que la science-fiction bouge, vous pouvez le croire. La preuve ? C'est Alexandre Zinoviev qui était, début novembre, l'invité d'honneur de la 4<sup>e</sup> Convention européenne de S.F. de Bruxelles ; et c'est lui, encore, qui a eu le prix du meilleur roman européen de S.F. avec **Les hauteurs béantes** (éd. L'Age d'Homme). L'organisateur de cette manifestation, Bernard Goorden (qui édite une petite revue pas mal du tout, **Ides et Autres** (1), surtout consacrée à la S.F. d'Amérique latine que l'on connaît mal en Europe), a eu là une heureuse initiative. Plutôt que de consacrer, comme c'est l'habitude, n'importe quel faiseur de **Star Wars**, les honneurs sont allés à un écrivain complètement politique, qui utilise une science-fiction à court terme pour poser un œil particulièrement lucide et très critique sur la bureaucratie soviétique.

Quand on sait que le prix de la meilleure anthologie européenne est allé à **Planète socialiste** (éd. Kesselring, coll. « Ici et Maintenant »), un essai collectif des meilleurs écrivains français du moment autour de l'idée que le socialisme est viable ici tout de suite, on voit que tous les remous faits autour de la S.F. depuis quelques mois ne sont pas totalement vains : voilà une littérature qui semble définitivement passée dans le camp de la contestation.

J'ai bu un coup avec Zinoviev. On a trouvé un petit coin tranquille pas fliqué par le K.G.B. et on a causé. Voilà ce que ça a donné.

**Tribune Socialiste : En tant que dissident soviétique, avez-vous l'impression de faire une critique de droite du régime soviétique ?**

**A. Zinoviev :** Je n'ai pas de vastes prétentions. Je travaille d'abord pour moi. Je veux m'exprimer. Qui va saisir ma pensée ? Qui va l'utiliser ? Je crois que c'est secondaire. Bien sûr, on va se servir de mon travail dans un sens ou un autre, mais je n'ai pas peur. Si vous voulez, je peux vous dire en deux mots ma position personnelle. Je suis un individu isolé. Je proteste contre la violence qui m'a été faite, et j'en appelle à tous les hommes pour qu'ils comprennent bien qu'ils sont responsables de leur personnalité et qu'ils ne doivent pas se laisser piétiner. Je ne travaille pour aucune idéologie particulière : je suis pour l'Homme, avec un « H » majuscule, je ne suis ni pour le socialisme, ni pour le communisme, ni pour le capitalisme...

Malgré tout, le mouvement dissident en Russie soviétique est, en un certain sens, conforme au régime. Moi, je ne m'attaque pas à ce régime. Je me mets volontairement en dehors de cette société. Et je m'adresse

à tout homme, à tout ce qui est humain chez tout le monde.

**T.S. : Et la science-fiction vous aide, on dirait, pour ce travail de contestation radicale ? Vous voulez continuer dans cette direction ?**

**A.Z. :** Je suis au courant de la pétition qui a été signée par des écrivains de S.F. français, et je veux leur exprimer ma reconnaissance. Je crois que la S.F. est un outil extrêmement fort et je vais continuer à l'utiliser dans mes prochaines œuvres, mais en en changeant un peu la forme. Disons, en la volant plus, et en l'utilisant plus partiellement. Les morceaux de science-fiction seront mêlés aux passages scientifiques et réalistes.

**T.S. : Craignez-vous la répression, en Europe ?**

**A.Z. :** Non, bien sûr. Sinon, je n'aurais pas fait ce que j'ai fait. De toutes façons, quoi qu'il arrive, je suis prêt. Quand j'ai écrit mon livre, je m'attendais au pire. Et mes amis

étaient sûrs qu'on me tuerait, comme ça, au coin d'une rue... Vous savez, j'ai des comptes à régler avec cette société !

**T.S. : Et comment voyez-vous la suite ?**

**A.Z. :** Il y a une loi sociologique qui dit que les systèmes qui ont des contacts finissent par se ressembler. Un exemple frappant, c'est l'Allemagne hitlérienne et la Russie stalinienne. Quand on parle de lutte des systèmes, c'est faux, ou tout au moins très exagéré. Les luttes idéologiques me semblent bien secondaires, entre les deux blocs. Les choses essentielles sont cachées dessous.

**T.S. : Avez-vous eu des contacts avec le gouvernement français ?**

**A.Z. :** Je n'ai eu de contact avec aucun gouvernement. Le seul que j'ai eu, c'était avec un tout petit employé de police de la douane... Les gens qui représentent le gouvernement préfèrent discuter de la Politique avec un grand « P » avec des dissidents qui n'ont rien à voir avec ceux de la Russie. En tout cas, ma position à moi n'est pas très prisée par les gouvernements occidentaux.

**T.S. : Et que comptez-vous faire, maintenant ?**

**A.Z. :** Je veux d'abord faire imprimer ce que j'ai écrit en Russie et que j'ai pu amener avec moi. Je prépare, en ce moment, deux livres littéraires et des travaux sur la logique. Je veux surtout m'habituer ici, m'assimiler, pour me sentir chez moi. Chez moi, là-bas, je me sentais très mal.

Propos recueillis par Bernard BLANC ■

(1) B. Goorden, Uccle 4, 1080 Bruxelles, Belgique. Dernier titre paru : **Avoir du chien et être au parfum**, un recueil de nouvelles de l'Uruguayen Carlos Maria Federici, mi-policières, mi-fantastiques.

Alexandre Zinoviev :  
« La science-fiction est un outil très fort »



# Bernard Haller : Salmigondivers

" Vous, Monsieur Haller,  
vous êtes drôle, mais c'est pas marrant "

Après **Un certain rire incertain**, il revient avec un spectacle, fait d'anciens sketches et de nouveaux. Ça s'appelle **Salmigondivers**, et vous pouvez le voir salle Gémier, au Palais de Chaillot, à 20 h 30, du 28 novembre au 23 décembre.

En plus de ce spectacle, on aurait dû vous annoncer la création du **Bourgeois gentilhomme** de Molière, mis en scène par Jérôme Savary, avec Bernard Haller dans le rôle du bourgeois. Seulement voilà, bien que 10 000 places aient déjà été vendues, bien que maquettistes, acteurs, etc. aient travaillé (depuis mars pour certains), le Ministère a décidé qu'il n'y aurait plus de création à Chaillot.

« Je dois constater que c'est un très grand mépris pour la profession », dit Bernard Haller. C'est d'autant plus triste, que Savary voulait faire du **Bourgeois gentilhomme**, non pas la comédie ballet qu'elle était devenue, mais le ballet comédie qu'elle était à l'origine, avec tout l'aspect onirique, fou, fête et gestuel, on aurait vu en particulier, les six grands intermèdes (dont on ne connaît guère que **Le Mamamouchi**). Pour Bernard, « Molière aurait pu faire une tragédie avec ce bourgeois qui s'est beaucoup battu dans sa vie pour faire sa fortune, et qui est un homme nerveux, dynamique qui est envahi brusquement par cette folie des grandeurs et de vanité. Ça me fait beaucoup penser à nous. Quelle différence entre la soif de savoir bidon du bourgeois qui veut « s'élever » et, par exemple, la folie actuelle pour certains bagages très célèbres, que je ne citerai pas mais que tout le monde achète parce que ça fait B.I.E.N. ! ».

Pour revenir à **Salmigondivers** et aux sketches qui le composent, il y a toujours autant de diversité, dans le style et dans l'expression, mais ces sketches ont tous en commun le fait d'être beaucoup moins anodins qu'il y paraît parfois au premier abord. « C'est ce que m'a dit un spectateur à Chartres. Vous, Monsieur Haller, vous êtes drôle, mais c'est pas marrant. Aussi, dans une nouvelle composition qui s'appelle **Le Sermon**, je termine par : « Seigneur, toi seul a le droit d'exterminer ton semblable ; tu nous a fait à ton image et dès aujourd'hui l'horreur est humaine ». C'est beaucoup moins drôle quand on sait qu'en 1972, Paul VI, conducteur de 700 millions d'âmes, a dit : « L'initiation au plaisir sensuel conduit à la drogue ».

S'il n'avait pas été comédien, Bernard Haller affirme qu'il serait devenu un homme politique, car « il est évident que le pouvoir est une chose fabuleuse. Quand sur scène, je fais « tac » ou « tac », je sais que 800 ou 1 000 personnes vont réagir. Les hommes politiques font la même chose, mais avec des milliers ou des millions de personnes. C'est aussi pourquoi je pense que tout homme politique, dès qu'il a le pouvoir, de quel que bord qu'il soit, devient un homme extrêmement dangereux, et personne n'a prouvé le contraire jusqu'à maintenant. Moi, il y a un homme que j'admire actuellement

— je ne le citerai pas —, si cet homme arrive à avoir des leviers de commande un jour, je me demande dans quel état nous le retrouverons ».

C'est pourquoi Haller a préféré être un humoriste (et pas un comique), critique et témoin de son temps qui « fait de la politique » en parlant de la « Res Politica », c'est-à-dire de la chose politique, comme Daumier le faisait à son époque à travers sa peinture et ses dessins.

Rions, l'heure est grave...

Michel MARTIN ■

## CINEMENU

- **Le goût du saké**, de Yasujiro Ozu. Ozu est mort il y a quinze ans ; ses œuvres sortent enfin sur les écrans, dont ce chef-d'œuvre du maître du cinéma japonais, son dernier film.
- **Le Mariage**, de Robert Altman, avec Géraldine Chaplin, Vittorio Gassman. Sur fond de mariage une fantastique étude de mœurs. **La Règle du jeu** made in U.S.A.
- **Passe-Montagne**, de J.-F. Stévenin, avec Jacques Villeret et J.-F. Stévenin. Ballade à travers le Jura après une rencontre fortuite de deux paumés en mal d'aventure.
- **Le grand sommeil**, d'Howard Hawks, avec Humphrey Bogart et Lauren Bacall. Sur une œuvre de Chandler, un scénario de William Faulkner, un des chef-d'œuvre du thriller américain. ■



Marc Favreau :  
clown, chansonnier, comédien, mime ?

## Les mots de la faim

- **Rien détonnant avec sol**, de et par Marc Favreau. Théâtre de la Ville (18 h 30), du 28 novembre au 9 décembre. Tél. : 274-11-24.

Le voilà. Il arrive. Il est là. Marc Favreau — Sol — la révélation du festival d'Avignon 1977 (cf. « T.S. » n° 752) nous arrive de son Québec natal. Clown ? Chansonnier ? Comédien ? Mime ? Favreau est un peu tout cela à la fois : un homme-orchestre, en quelque sorte, avec manteau de clochard, chapeau de troubadour et solitude de marginal : c'est Jean de la Lune en baladin du monde occidental qui raconterait ce qu'il aurait vu. Car il cause, Sol. Il cause sans arrêt. Il monologue sur le monde, la politique, la folie des Grands. Mais pas comme tout le monde, oh ! ça, non : il monologue à sa façon, en se jouant des mots, en faisant déraiper le vocabulaire, en tordant le cou à la syntaxe. C'est un fils naturel de Queneau, un surréaliste qui se coulerait la vie douce dans une

poésie de néologismes. C'est tout un univers où le Petit Robert aurait la tête à l'envers. Et il ne dit pas n'importe quoi, Sol. Il fonce droit au but : « Je suis un solide à terre qui regarde les Grands se faire de belles déceptions mondaines ». Philosophe, il contemple « les repas où les Etats-Munis attendent le désert pour y ajouter un peu de Sahel ». Inquiet, il observe « les grands Solennels du Fier Monde qui deviennent des dictaphones à la voix nazillarde ». Curieux, il admire « les écrivains qui se libraient et qui concourent à droite et à gauche ».

Sol, ce rigolard en déguenilles ne cherche pas simplement à faire rire. Il dérange aussi. En flanquant le démon de Midi à la sacrosainte grammaire, il pose — mine de rien —, les graves problèmes du monde actuel. Sol ? Un soliste à ne manquer sous aucun prétexte : ce sont toujours les humbles qui ont le mot de la faim.

Fabian GASTELLIER ■

# OBJECTIF 500.000 F

**400 000 F, et quelques poussières... Des poussières qui nous sont précieuses, et même indispensables. La semaine a été bonne, les rentrées d'argent n'ont pas faibli. Moins que jamais l'effort des militants, notre effort, ne doit se relâcher. Pour que le P.S.U. puisse vivre, pour qu'il joue pleinement son rôle au sein du courant autogestionnaire, il faut au moins 500 000 F à la fin de l'année.**

**Chacun de nous, sans hésiter, sans fausse pudeur, doit se tourner en toute franchise vers ceux qui, n'étant pas adhérents du P.S.U., s'en estiment proches et souhaitent son maintien et son développement.**

**J.M.D.** ■

## MON AGE NE ME LE PERMET PAS

L'appartenance à un parti politique oblige, à mon avis, à un militantisme constant. On se doit d'autre part de se mêler à la vie du parti, d'assister aux réunions, etc. Mon âge ne me le permet plus. Je tiens à préciser que de 1931 à 1958 j'ai milité à la SFIO puis ensuite au PSA et au PSU. Je laisse à mes fils le soin de continuer (l'un section d'Orléans, l'autre section de Tours). Ci-joint un chèque de 200 F pour vous aider à poursuivre.

**Norbert CHAUVET,**  
Gien ■

## DES QUESTIONS SUR LE FRIC

Ci-joint un premier chèque de 250 F pour faire

attendre la totalité de la collecte que la section PSU de Périgueux a décidé de lancer, un peu selon le modèle de la section de Chelles (...).

(...) Ça coûte cher d'être au PSU (cotisations, adhésions à d'autres organisations, jours de grève, sollicitations de toute sorte, campagnes électorales, solidarité avec ceci ou cela, sauvetage de PH... qui ne l'ont pas empêché de couler, etc, etc...); et en plus, c'est encore à nous de délester le portefeuille de tous les copains intéressants qui passent à portée et qui en arrivent à nous voir approcher avec appréhension. Pas très gai (...).

(...) Bref, peut-être cette crise financière pourrait-elle permettre de se poser des questions sur le fric dans notre organisation. Il nous semble par exemple qu'il vaudrait mieux des

cotisations bien moins lourdes mais qui remontent mieux et trois ou quatre fois plus d'adhérents. Avec la vie que nous menons (et le fric que nous dépensons pour militer) nous ne donnons guère envie à d'autres de nous rejoindre.

Bonne chance pour le redressement (provisoire ?) financier. A très bientôt d'autres chèques de Dordogne, j'espère. Amicalement,

**Michel NOUGUEZ,**  
section de Périgueux ■

P.S.: C'est vrai, Vadrot, que ça serait bien de faire un journal. L'année dernière, j'ai fait trois abonnements à T.S.; je le trouve un peu maigre.

## SANS COMPLEXES

Un cinquième timbre avait été voté en mars pour payer les dettes élec-

torales à la section du Havre. Aussi nous avons entamé la souscription à l'aide des calendriers auprès des sympathisants, un premier chèque arrivera à cet effet la semaine prochaine. Je t'envoie donc pour l'instant ma contribution personnelle. J'espère vivement que T.S. va continuer à encourager les militants à se débarrasser de leurs complexes pour demander une aide financière et qu'ainsi les 500 000 F seront rapidement atteints.

Amitiés autogestionnaires. ■

## REDONNER VIGUEUR

Répondant à l'appel des 500 000 F lancé par le bureau national du P.S.U., nous vous prions de trouver ci-joint un chèque de 500 F de la part de la section du Forez, fédé de la Loire, en espérant qu'ils serviront à mieux faire connaître T.S. et à redonner vigueur à notre parti.

Salutations autogestionnaires. ■

## VIVRE ET PROSPERER

Suite à l'appel lancé par le B.N. du P.S.U. je vous fais parvenir ma contribution qui est celle d'un sympathisant désireux de voir le P.S.U. vivre et, plus que cela, prospérer... Son apport sur l'échiquier politique et surtout dans les luttes est essentiel. J'espère que d'ici la fin de l'année, la somme nécessaire aura été rassemblée.

Salutations révolutionnaires. ■

## UNE AUDIENCE PLUS GRANDE

Je ne suis pas personnellement militante, mais je souhaite que le P.S.U. vive et ait une audience plus grande. Ci-joint un (modeste) chèque de 150 francs.

Amitiés,

**E.B. (Montmoreau,  
Charentes)** ■